

Déclaration du Gouvernement espagnol

Salvador Muñoz Martínez, Directeur chargé de la coopération sectorielle, de la coopération avec les ONG et de la coopération pour la parité hommes-femmes à l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération

Chers amis,

Au nom de l'Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID, www.aecid.es) du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération, je tiens à remercier le Partenariat mondial pour l'éducation et le Gouvernement danois d'avoir organisé cette rencontre, dont nous espérons qu'elle contribuera à atteindre l'objectif de réduction du nombre de personnes n'ayant pas accès à une éducation de base de qualité et, ce faisant, permettra d'assurer l'égalité des sexes et l'équité sociale.

Ce n'est pas un secret que l'Espagne est un pays généreux qui a toujours fait montre de solidarité envers les peuples et les pays moins favorisés, non seulement dans les situations d'urgence et lors des catastrophes naturelles, mais aussi sur le plan de la coopération pour le développement. Notre contribution à l'Initiative pour la mise en œuvre accélérée du programme Éducation pour tous, désormais connue sous le nom de Partenariat mondial pour l'éducation (GPE), s'est chiffrée à 60 millions d'euros en 2008, 60 millions en 2009 et 60 millions en 2010, soit un total de 180 millions d'euros (à peu près 248 millions de dollars) au cours des trois dernières années. Les fonds ainsi fournis n'étaient pas des ressources excédentaires ou résiduelles. Nous n'avons pas fait don des restes de notre richesse : nous avons partagé nos avoirs. Une écrasante majorité de la population espagnole appuie les politiques publiques en matière de coopération pour le développement, laquelle est considérée comme une obligation morale. Ce sentiment positif s'est toutefois émoûssé au cours des trois dernières années,

essentiellement en raison de la crise économique, mais aussi à cause d'autres facteurs dont l'un des plus importants est l'impression croissante que les contributions multilatérales ne sont pas aussi efficaces et transparentes qu'elles devraient l'être. Il est difficile d'expliquer aux contribuables d'un pays affichant un taux de chômage de 21 % que la poursuite de nos efforts en faveur de la coopération pour le développement est aussi importante que l'existence d'un régime d'assurance sociale dans un État démocratique. Selon les sondages, 67 % de notre population appuient nos initiatives d'aide au titre de la coopération dans les pays à faible revenu. Cette proportion reste certes majoritaire, mais environ 95 % des Espagnols appuyaient les politiques de coopération il y a six ans. Malheureusement, la promesse du gouvernement de maintenir les dispositions économiques relatives à la coopération pour le développement n'a pas été tenue. En 2010, l'AECID a subi une compression budgétaire de 700 millions d'euros et nos salaires, comme ceux de tous les fonctionnaires espagnols, ont été réduits de 5 % en moyenne. Ces baisses n'ont pas eu d'incidence négative sur notre contribution au GPE en 2010, mais la situation économique s'est empirée en 2011 et les réductions ont été répercutées sur notre contribution aux organisations multilatérales, dont malheureusement le GPE. Nous sommes vivement préoccupés par le fait que certaines organisations multilatérales qui bénéficient des fonds de l'AECID ne mettent pas en œuvre ou ne dépensent pas nos contributions dans les délais prescrits ni conformément aux principes de la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide. Il est en particulier grave et décourageant de constater qu'une fois le décaissement effectué par l'Espagne au profit de certaines organisations multilatérales, celles-ci mettent plus de temps que prévu pour dépenser les fonds. Nous espérons que nos contributions au GPE ne connaîtront jamais ce sort, car cela serait injuste pour les enfants que nous voulons aider.

En tenant compte de tout ce qui précède, notre conseil des ministres a approuvé un engagement de 20 millions d'euros (environ 27,5 millions de dollars) en faveur du GPE en 2011. Il s'agit d'une importante contribution, bien qu'elle soit d'un montant nettement inférieur à celui de chacune des trois dernières années. Cependant, par ces temps de restrictions, nous offrons une autre précieuse contribution au GPE, à savoir nos ressources humaines et nos

installations. Nous disposons de bureaux de coopération technique et de cadres spécialisés dans 14 pays à faible revenu partenaires, et nous estimons que le GPE doit profiter de cette situation pour optimiser les efforts et respecter les principes de l'efficacité de l'aide, en vue de s'aligner sur les priorités et les besoins du pays partenaire, et d'être en harmonie avec les activités d'autres bailleurs de fonds, tout en encourageant la responsabilité mutuelle entre les gouvernements et en promouvant la gestion axée sur les résultats. Nous croyons par ailleurs à l'efficacité du Code de conduite pour une meilleure division du travail entre les bailleurs de fonds de l'Union européenne dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire. Le Code repose sur 11 principes conçus pour réduire les formalités administratives, favoriser l'utilisation des fonds là où l'on en a le plus besoin, mettre en commun les ressources de l'aide et répartir le travail afin de fournir une aide plus importante, de meilleure qualité et plus rapide.

Comme vous le savez probablement, une élection générale aura lieu dans moins de deux semaines en Espagne et nous ne pouvons faire de promesse à ce forum pour 2012. La combinaison de cette élection générale et des restrictions économiques dont nous souffrons nous empêche de prendre un engagement pour 2012 ou les prochaines années. Nous pouvons toutefois vous assurer que si le GPE continue d'améliorer son excellente performance en matière de gestion, le futur Gouvernement espagnol maintiendra son appui en 2012 et dans les années à venir et la proportion de notre contribution par rapport à notre revenu national sera au moins égale à celle de 2011. Nous croyons à la solidarité et pensons que l'atteinte de notre objectif d'éducation pour tous est une obligation pour l'humanité.

Je vous remercie.